

**FORMULAIRE DE DÉTAILS DE LA
DEMANDE (PRÉALABLE)
GARANTIE DE RELANCE DU COMMERCE
D'EDC (GRC)**

Date: _____

Exportation et développement Canada (« EDC »)
150, rue Slater
Ottawa, (Ontario) K1A 1K3
Canada

Institution: _____
Débiteur (emprunteur): _____
Numéro de référence: _____
Date du défaut de paiement : _____
Date de l'avis d'intention d'exécuter : _____

Objet : Avis de demande en date de l'*avis de demande* en vertu de l'*Approbation* de la Garantie de relance du commerce à l'égard du prêt accordé au *débiteur* portant le *numéro de référence* ci-dessus (la « **transaction** »)

Pour faire suite à notre *Avis de demande*, nous soumettons par les présentes les détails de notre *demande*. Les termes en *italique* utilisés dans le présent formulaire sont définis dans l'*approbation* et dans les *Modalités et conditions générales* de la Garantie de relance du commerce et ont le même sens.

1. Résumé du défaut de paiement

Le *défaut de paiement* résulte du fait que, en date mentionnée ci-dessus, le *débiteur* a manqué à son obligation de rembourser à l'institution la totalité ou une partie des sommes dues dans le cadre de la *transaction* à l'échéance prévue ou à la date du remboursement anticipé obligatoire, ou encore pour cause de faillite, d'insolvabilité, de liquidation, de dépôt de bilan, de dissolution ou de toute autre procédure similaire. Le manquement sous-jacent était comme suit:

2. Exclusions de la garantie : L'*institution* a examiné chacune des situations énoncées dans les sections Exclusions et Atténuation de l'obligation d'EDC de la *garantie* et certifie par les présentes que :

aucune de ces situations ne s'applique.

OU

aucune de ces situations ne s'applique, sauf la suivante, pour laquelle EDC a consenti une renonciation, une modification ou un autre accord

OU

elle est incapable de fournir les attestations qui précèdent, mais soutient néanmoins être légitime de présenter une *demande* en vertu de la *garantie* pour les raisons suivantes :

3. **Déclarations relatives à la force exécutoire des documents de la transaction : L'institution:**

déclare qu'elle n'a connaissance d'aucune déclaration formulée par le *débiteur* ou tout *garant* selon laquelle les sommes exigées d'elle ne sont pas dues et exigibles aux termes des *documents* de la *transaction*

OU

avise EDC des déclarations suivantes formulées par le *débiteur* et/ou tout *garant* que les sommes exigées d'elle ne sont pas dues et exigibles aux termes des documents de la transaction:

4. **Demandes visant le *débiteur* et les *garants*.**

L'*institution* a exigé le paiement au *débiteur* et à tous les *garants* et a remis des avis de son intention de réaliser la *sûreté* conformément aux lois applicables.

OU

Les lois applicables interdisaient à l'*institution* d'exiger le paiement à d'autres parties désignées ci-dessous et de leur remettre des avis de son intention de réaliser la *sûreté* conformément aux lois applicables, mais celle-ci a fait de telles demandes et envoyé de tels avis, s'il y a lieu, aux parties auxquelles il n'était pas interdit de le faire (choisir toutes les options qui s'appliquent):

le *débiteur*

tous les *garants*

les *garants* suivants:

5. **Paiement des frais et commissions**

L'*institution* confirme qu'elle a versé les *frais de montage*, s'il y a lieu, et la *commission de garantie* exigée dans l'*approbation* aux dates d'échéance qui y sont fixées

OU

L'*institution* a omis de verser, aux dates d'échéance fixées dans l'*approbation*, les *frais de montage* ou la *commission de garantie* suivants :

6. **Calcul du montant d'indemnité.** Les calculs qui suivent établissent le montant de l'indemnité à CAD. L'*institution* avisera EDC promptement des montants qu'elle perçoit entre la date des présentes et la date du paiement par EDC, de manière à ce que le *pourcentage garanti* de ces montants puisse être déduit par EDC du montant de l'indemnité.

La Garantie de relance du commerce définit le *montant garanti* comme étant 80 % du

principal de la *transaction*. De plus, elle définit comme suit la *responsabilité maximale par*

débiteur :

La *responsabilité maximale* à l'égard de chaque débiteur correspond au moins élevé des deux montants suivants:

- i) 80 % du principal de la transaction ou des transactions; et
- ii) 5 000 000 CAD.

Plus, dans l'un ou l'autre des cas, les intérêts courus et impayés, calculés au *taux d'intérêt garanti*, pendant un maximum de jours tel que spécifié dans la section Termes et Conditions de l'*approbation* de la Garantie de relance du commerce pour chaque *transaction*.

L'application de ces définitions aux sommes impayées dans le cadre de la *transaction*, à la date des présentes, donne lieu au versement d'une indemnité dont le montant est précisé ci-dessus sur la base des calculs suivants:

| | |
|--|------------------------------|
| Principal Principal: | <input type="text"/> CAD (A) |
| Intérêts (Veuillez noter que le total des intérêts sera calculé par EDC et inclus dans le calcul final du montant de l'indemnité.) | <input type="text"/> CAD (B) |
| Pourcentage garanti | 80% (C) |
| Montant de l'indemnité* $((A) + (B)) \times (C) =$ | <input type="text"/> CAD |

* À ajuster une fois qu'EDC aura établi le montant en (B) et vérifié les informations pertinentes.

7. **Compte de paiement de l'institution.** Le paiement par EDC du *montant garanti* doit être porté au compte suivant de l'*institution* : [joindre les détails pour le transfert bancaire électronique séparément].
8. **Pièces justificatives.** À l'appui des déclarations et des renseignements contenus dans les présentes, l'*institution* joint aux présentes des copies certifiées conformes des documents suivants :

| | | |
|-----------------------------|--------------------------|--|
| | | S'il manque des pièces justificatives, veuillez en expliquer la raison. |
| Comptes d'opérations | | |
| a) | <input type="checkbox"/> | États du prêt |

| | | | |
|---|--------------------------|---|--|
| b) | <input type="checkbox"/> | Modification(s) aux <i>documents de la transaction</i> | |
| Coûts d'exécution | | | |
| c) | <input type="checkbox"/> | Documents faisant état des coûts d'exécution (le cas échéant) | |
| Pièces justificatives (selon le cas) | | | |
| d) | <input type="checkbox"/> | Documents de la sûreté (accords de sûreté, accords de garantie de tiers, recherches d'inscription de titres, accords de subordination, etc.) | |
| e) | <input type="checkbox"/> | Évaluations | |
| f) | <input type="checkbox"/> | Documentation du dépôt de bilan (avis, réclamation, rapport d'un tiers gestionnaire, etc.) | |
| g) | <input type="checkbox"/> | Documentation de la mise sous séquestre (rapports, ordonnance judiciaire, etc.) | |
| h) | <input type="checkbox"/> | Contrats de vente et arrangements à l'amiable | |
| i) | <input type="checkbox"/> | Documentation de procédure judiciaire (litige, jugements, avis juridiques, etc.) | |
| Plan d'exécution | | | |
| j) | <input type="checkbox"/> | Document énonçant les mesures générales qu'on se propose de prendre à l'égard de l'exécution et de la protection des droits aux termes des <i>documents de la transaction</i> autres que les <i>droits de l'institution</i> . | |

L'*institution* i) déclare que les paiements faits en vertu des *documents de la transaction* n'ont pas été affectés de manière préférentielle aux montants qui lui sont dus autre que le *montant garanti*, ii) déclare qu'aucun des événements énumérés dans les sections Exclusions et Atténuation de l'obligation d'EDC de la Garantie de relance du commerce n'a eu lieu, iii) reconnaît qu'EDC se fiera à l'exactitude des déclarations qu'elle fait dans les présentes et aux renseignements qui y sont fournis ou joints, et iv) s'engage à fournir à EDC, sur demande, tout renseignement supplémentaire et toute preuve qu'EDC peut exiger à l'appui de la présente *demande* ou à l'égard de toute question relative à la Garantie de relance du commerce.

L'Institution

Sélectionner et joindre une signature électronique

(ou)

Imprimer et signer

Nom:

Titre:

Date:

Sélectionner et joindre une signature électronique

(ou)

Imprimer et signer

Nom:

Titre:

Date:

* EDC exige deux signatures relativement aux renseignements ci-dessus, indépendamment des politiques internes d'autorisation de l'*institution*.